

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 03/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUD ENGRAIS DISTRIBUTION**

Zone portuaire des Ségonnaux  
13200 Arles

Références : D-00322-2025/LRAR N°2C 190 213 0512 4  
Code AIOT : 0006401883

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 dans l'établissement SUD ENGRAIS DISTRIBUTION implanté Zone portuaire des Ségonnaux 13104 Arles. L'inspection a été annoncée le 20/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUD ENGRAIS DISTRIBUTION
- Zone portuaire des Ségonnaux 13104 Arles
- Code AIOT : 0006401883
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Sud Engrais Distribution a pour spécialité la préparation et la commercialisation d'engrais de spécialité. L'entreprise emploie 30 salariés. L'installation est classée sous le régime de l'autorisation (Seveso seuil bas ) pour les rubriques 4702-II, 4702-III et 4702-IV (engrais solides).

### **Thèmes de l'inspection :**

- Suite de la précédente visite
- Instruction du dossier de porter à connaissance

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	POI	Arrêté Préfectoral du 12/03/2004, article 7.6.5	Sans objet
2	Installations	Arrêté Préfectoral du 12/03/2004, article 1.5.1	Sans objet
3	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 12/03/2004, article 1.2.1	Sans objet
4	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 12/03/2004, article 1.2.3	Sans objet
5	Mise à jour de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 12/03/2004, article 1.5.2	Sans objet
6	Caractère substantiel des modifications	Code de l'environnement du 06/03/2025, article R181-46	Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant faisait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure datant du 13 juillet 2023, lui imposant à compter de la date de notification de l'acte :

- de fournir sous trois mois un dossier de Porter à connaissance contenant les éléments d'appréciation permettant d'évaluer la substantialité des différentes modifications d'exploitations apportées sur son site.
- De transmettre sous trois mois, son POI à jour.

Suite à la réception de ces documents et l'analyse du dossier de porter à connaissance, l'inspection a réalisé cette visite afin de vérifier certaines informations contenues dans le dossier.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consignes Générales d'intervention – Plan d'Opération Interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2004, article 7.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.  L'ensemble de ces consignes et des procédures à mettre en œuvre en cas d'accident sera consigné dans un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) qui devra être transmis à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté.  Le P.O.I. devra notamment prendre en compte les référentiels découlant des scénarios d'accident prenant en compte la totalité de l'établissement en feu et l'incendie ainsi que l'explosion de la cellule la plus proche des zones urbanisées.
<b>Constats :</b> Le POI datant du 13/10/23 a été bien transmis à l'inspection permettant de constater le respect de la prescription et de lever les suites données à l'alinéa 3 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 juillet 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2004, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> L'inspection avait noté lors de la visite d'inspection du 28 novembre 2022 des modifications ci-dessous, nécessitait une information au Préfet. <ul style="list-style-type: none"><li>• Installation légère pourvue d'une toiture dédiée au stockage des produits conditionnés ;</li><li>• Reprise des locaux de l'entreprise contiguë (ex Agaris) où sont stockés des engrais ;</li><li>• Un projet d'installation de production d'électricité photovoltaïque.</li></ul> L'exploitant a transmis un rapport à connaissance le 21 février 2024 relatif aux modifications réalisées et envisagées sur le site. Cette transmission répond aux suites données à l'alinéa 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 juillet 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/03/2004, article 1.2.1 ; Dossier de porter à connaissance du 28 février 2025,

**Thème(s) :** Situation administrative, Modification des installations

**Prescription contrôlée :**

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1331	2	A	Engrais simples solides à base de nitrates (ammonitrates, sulfonitrates, ...) correspondant aux spécifications de la norme NF U 42-001 (ou à la norme européenne équivalente) ou engrais composés à base de nitrates (stockage de).  1. Concernant les engrais azotés simples et fes engrais composés azotés binaires (N,P ou N,K) ou ternaires (N,P,K), ne sont à prendre en compte que les engrais à base de stockage <=5000t nitrates (ex : ammonitrates). En conséquence, les engrais azotés non à base de nitrates (ex : urée) ne sont pas comptabilisés. 2. L'identification d'un engrais à base de nitrate peut se faire par la mention de l'azote nitrique dans les documents commerciaux.	Capacité de stockage	> 1250 t ≤ 5000 t	4800 t
2171	-	D	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole	Volume de stockage	> 200 m³	> 200 m³
2515	2	D	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	Puissance électrique	> 40 kW ≤ 200 kW	50.92 kW
2920	-	D	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, comprimant des fluides ininflammables ou non toxiques	Puissance électrique	> 50 kW ≤ 500 kW	55 kW
1330	-	NC	Nitrate d'ammonium (stockage de)  Nitrate d'ammonium, y compris sous forme d'engrais simples ne correspondant pas aux  spécifications de la norme NF U 42-001 (ou à la norme européenne équivalente).	Capacité totale	> 100t ≤ 350 t	30 t max
1412	-	NC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :  Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température	Quantité stockée	> 6t ≤ 50t	2t
1432	-	NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	Capacité équivalente	> 10 m³ ≤ 100 m³	600 litres
1434	-	NC	Liquides inflammables (installation de remplissage	Débit	> 1 m³/h ≤ 20	600 l/h



Nom du produit	Caractéristiques chimiques sur la base des FDS produits	Classement ICPE
<b>Multicote 15-9-15+2MgO+ME</b>	Mélange à base de substances inorganiques Aquatic Chronic 3 : Dangersité chronique pour le milieu aquatique, Catégorie 3, H412	NON
<b>CoteN Coated Urea</b>	Mélange à base de substances inorganiques Conformément au Règlement n° 1272/2008 (CLP), le produit n'est pas classé comme dangereux	NON
<b>MULTICOTE (4) 10.48.00</b>	Conformément au Règlement n° 1272/2008 (CLP), le produit n'est pas classé comme dangereux	NON
<b>MULTICOTE (4)12-0-44/MULTICOTE (6)12-0-44</b>	Conformément au Règlement n° 1272/2008 (CLP), le produit n'est pas classé comme dangereux	NON

L'exploitant réalise au nord du site, une activité de stockage de palettes de bois, régie par la rubrique sous la rubrique 1532-2. La quantité susceptible d'être présente sur le site est inférieure à 1000 m<sup>3</sup>, cette activité est donc non classée au titre de la nomenclature des ICPE. Une étude flumilog a toutefois été réalisée afin de prévenir les risques liés à un incendie des palettes (voir image suivante).

**En séance**, l'inspection a demandé à l'exploitant de compléter son analyse portant sur les points suivants :

- Activité stockage engrais à base de nitrates : Préciser les quantités de stockage autorisés ;
- Indiquer la situation administrative de l'activité de stockage sous la rubrique 4702-IV (antériorité) ;
- Au sujet des dangers **supposés diminuer** suite au stockage des nouveaux produits, 4705 et 4706 (en substitution des 4702-II ) ainsi que des fertilisants non ICPE :
  - Se positionner sur les risques accidentels consécutifs à un incendie des produits stockés, en vue d'un classement sous la rubrique 4705 ou bien sous une autre rubrique 1510, 1532, etc. ;
- Mesures liées à l'exposition professionnelle aux produits 4705 et 4706 ;
- Mise à jour du plan de localisation des stockages extérieurs ;
- Fourniture d'une nouvelle modélisation au niveau du stockage de bois à l'extérieur.

**Post-inspection**, l'exploitant a transmis un nouveau dossier de Porter à connaissance prenant en compte les observations susmentionnées de l'inspection.

L'exploitant précise bien ses quantités autorisées de 4800 tonnes d'engrais 4702-II et 4202-III. L'activité de fabrication des engrais sous la rubrique 4702-IV étant historique au site, en réponse à des demandes spécifiques, a été reprise également faisant valoir l'antériorité de cette activité.

Concernant le classement ICPE des fertilisants dans le tunnel, l'exploitant s'est référé au Guide technique applicable pour la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des ICPE - Version mise à jour en janvier 2020. Aucun classement ICPE n'est identifié pour les 4 fertilisants. L'exploitant se positionne vis-à-vis des résultats démontrant le caractère non combustible de ces produits. En effet, les tests fournis, extraits de l'étude de dangers de 2002, mettent en évidence que les flammes engendrées par l'emballage en feu, sont étouffées par le contenant (engrais). Les conclusions sont reprises ci-dessous :

1. L'ammonitrate dans des sacs de 50 kg sur palette en bois est très résistant à un allumage car le produit libéré, après que les sacs aient fondu, étouffe l'incendie ;
2. Un incendie important est possible si la palette est constituée de planches serrées en dessous des sacs. Le bois brûle et peut démarrer une décomposition de l'ammonitrate ;
3. Le cas le plus défavorable est la présence de plusieurs palettes vides à côté de l'ammonitrate. Le bois s'enflamme et la décomposition peut atteindre dans ce cas 5 g / s NO et 2 g / s NO<sub>2</sub> ;
4. Un incendie intense et soutenu à proximité de l'ammonitrate ne génère pas de décomposition au cœur du produit sur la palette. Le produit en contact avec le feu ne génère pas de très grandes quantités de fumées rouges. Ceci est peut-être la conséquence d'une réduction de NO<sub>2</sub> en NO à partir de 600°C.

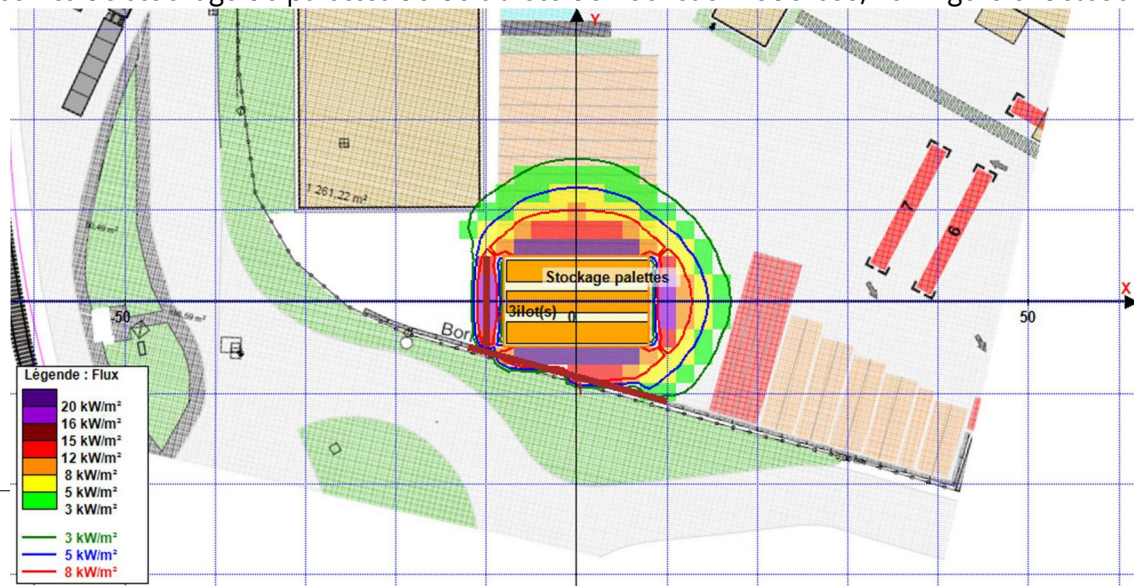
**Le stock de matières combustibles dans le tunnel représente un total de 10,5 tonnes constituées de 2 tonnes d'emballages big-bag et 8,5 tonnes de palettes bois.**

Cet inventaire réalisé n'entraîne pas de classement au titre des rubriques ICPE.

Le plan des stockages extérieurs a été mis à jour et légendé.

Concernant les nouveaux produits stockés, au titre des rubriques 4705 et 4706, il est rappelé qu'ils sont manipulés dans leur conditionnement agréé au transport et l'exposition était donc limitée à l'endommagement des emballages, le cas échéant, les équipements adaptés (gants, lunettes, masques, etc.) sont mis à disposition du personnel. Ils sont entreposés dans les magasins vrac Nord, Sud et centre ou sur le parc extérieur.

L'activité de stockage de palettes de bois a été de nouveau modélisée, voir figure ci-dessous :





La zone de stockage palettes de 110 m<sup>2</sup> est constituée de deux merlons, le premier d'une hauteur de 3 mètres situé à l'Ouest du site et le second fait 2,5 mètres de haut, placé au Sud du site. Aucun flux ne sort des limites du site et l'exploitant veillera à l'emplacement de son stockage extérieur en dehors des flux 8kW/m<sup>2</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Consistance des installations autorisées

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/03/2004, article 1.2.3 ; Dossier de porter à connaissance du 28 février 2025,

**Thème(s) :** Situation administrative, Modification des installations

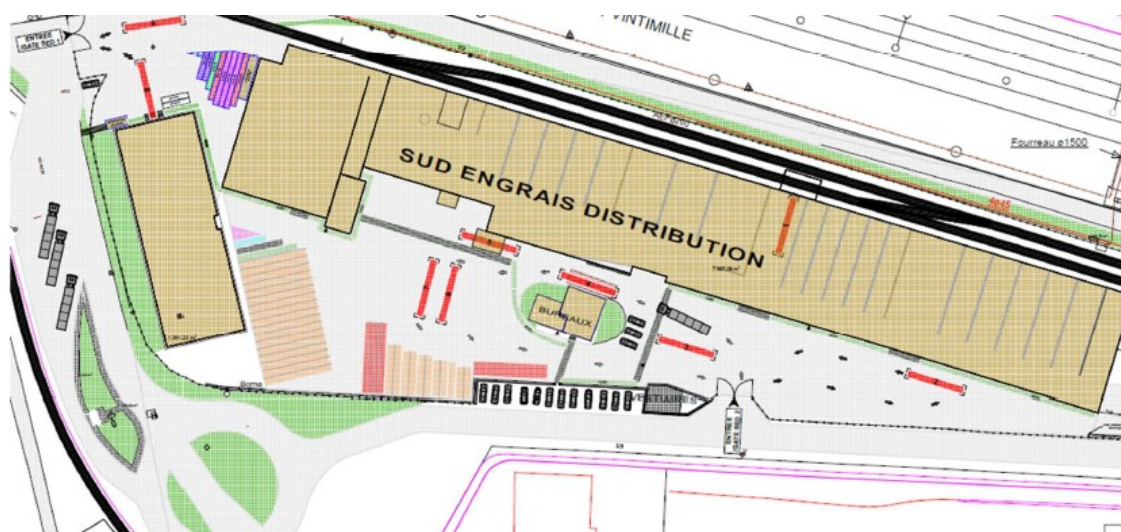
**Prescription contrôlée :**

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- 3 magasins indépendants (Nord, Centre et Sud) de produits vrac représentant une superficie totale d'environ 5000 m<sup>2</sup> comportant 18 casiers de stockage,
- 1 magasin de produits ensachés d'une superficie de 1300 m<sup>2</sup>,
- 1 poste d'ensachage pour sacs de 50 kg et 2 postes de conditionnement pour big-bags,
- 2 dispositifs de criblage - triage à étages (1 pour le magasin Nord + 1 pour le magasin Sud),
- 1 réserve de GO pour le fonctionnement des engins,
- des locaux, engins de manutention et produits divers nécessaires au bon fonctionnement des installations.

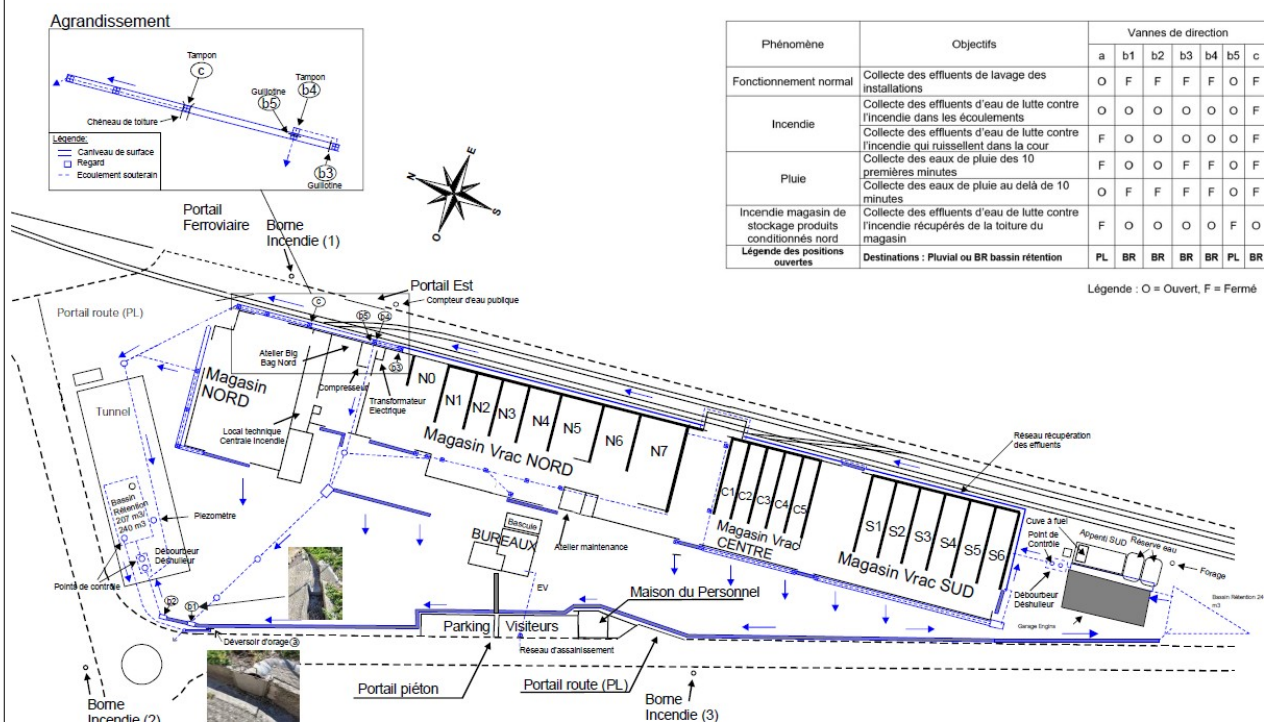
**Constats :**

L'exploitant a installé une nouvelle zone de stockage, appelé « tunnel » au Nord du site pour le stockage de fertilisants, une activité potentiellement classable au titre de la nomenclature ICPE. Il s'agit d'une structure de dimensions (m) 21 X 60 d'une superficie de 1262 m<sup>2</sup>.



Ces travaux ont fait l'objet d'une demande de permis de construire en 2019 sans information préalable de l'inspection des installations classées, et ont été réalisés dans le cadre de la réfection des zones extérieures du site. L'imperméabilisation de sols supplémentaires sur le site a été prise en compte dans une étude hydraulique qui a permis de dimensionner un volume de rétention

supplémentaire nécessaire de 127 m<sup>3</sup> disponibles grâce aux moyens de rétention déjà existants sur site.



## En inspection,

L'exploitant fournit les capacités de rétention présentes sur site pour faire face en cas de sinistre notamment :

- Un bassin de 240 m<sup>3</sup> au Nord du site accessible depuis le tunnel : prenant en compte la collecte des 127 m<sup>3</sup> engendrés par l'imperméabilisation des sols ;
- Un second bassin de 240 m<sup>3</sup> au Sud du site.

Le volume de rétention total étant de 480 m<sup>3</sup> permet de répondre aux besoins en eau, estimés à 364 m<sup>3</sup> :

- 27 m<sup>3</sup> pour la collecte des eaux de lessivage, durant les 10 premières minutes, des zones extérieurs en réponse à la prescription de l'article 7.6.6.1 de l'AP d'autorisation ;
- 127 m<sup>3</sup> pour la collecte des eaux pluviales suite à l'installation du tunnel ayant entraîné l'imperméabilisation des sols ;
- 210 m<sup>3</sup> dédiés à la défense incendie en réponse à la prescription de l'article 7.6.6.1 de l'AP d'autorisation.

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 5 : Projet photovoltaïque en ombrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30 ; Dossier de porter à connaissance du 28 février 2025,
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, lorsqu'un exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement souhaite réaliser l'implantation d'une unité de production photovoltaïque au sein d'une installation classée de son site, il porte à la connaissance du préfet cette modification avant sa réalisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]
<b>Constats :</b> Dans son PAC, l'exploitant informe le Préfet de son projet d'installations de panneaux photovoltaïque (PV) en ombrières en dehors de son site. Il s'agit d'équipements qui vont être utilisés pour l'alimentation électrique du site.  <b>En inspection,</b> L'exploitant précise que l'implantation de PV se situe en dehors du site (clôture du site). Dans ce cadre, l'inspection demande à l'exploitant de se positionner vis-à-vis du caractère connexe entre cette nouvelle exploitation (installation de PV) et le fonctionnement du site.  <u>Dans son PAC mis à jour, l'exploitant souligne que :</u> « Dans la mesure où l'usine peut fonctionner sans l'installation d'ombrières photovoltaïques et que les ombrières seront installées sur le parking visiteur éloigné des installations de production, nous pouvons en conclure qu'il n'y a pas de réel lien de connexité entre les 2 installations. En conséquence, les dispositions de la section V de l'arrêté du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement ne s'appliqueront pas ».  L'inspection valide cette approche.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Caractère substantiel des modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/03/2025, article R181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :  1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;  2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;  3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le Préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

#### **Constats :**

L'exploitant fourni son analyse démontrant le caractère non substantiel de sa demande. Il s'est appuyé sur le point III de la note du 20 décembre 2021 de la DGRP, relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Étape 1 :** Analyse du caractère substantiel des modifications au regard des critères soumettant le projet à évaluation environnementale selon le critère 1° (article R. 122-2 du Code de l'Environnement et son annexe).

« Les modifications présentées ne sont concernées par aucune des rubriques visées par la nomenclature de l'évaluation environnementale annexée à l'article R122-2 du Code de l'Environnement.

Si l'on se réfère à la rubrique 1 concernant les ICPE, les modifications n'impliquent aucune nouvelle activité ICPE.

Si l'on s'en réfère à la rubrique 39, les modifications présentées créent une surface de plancher inférieure à 10 000 m<sup>2</sup>. »

Il conclut que : « aucun seuil d'évaluation environnementale systématique n'est dépassé ni aucun seuil d'examen au cas par cas ».

**Étape 2 :** Analyse du caractère substantiel des modifications au regard des dangers et inconvénients significatifs entraînés pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'Environnement, selon le critère 3°

Cas sans marge d'appréciation : les modifications envisagées ne répondent à aucun des cas définis à l'étape 2.a de la note ministériel du 20/12/21.

Cas avec marge d'appréciation : les modifications envisagées ne répondent à aucun des cas définis à l'étape 2.b de la note ministériel du 20/12/21.

**Étape 3 :** Si la modification n'est pas substantielle, déterminer la suite à donner.

L'exploitant se réfère au logigramme III qui ne requiert pas de consultation du public compte-tenu des modifications réalisées sur site.

Cependant, la situation administrative nécessite d'être mis à jour et actée dans un nouvel arrêté préfectoral complémentaire.

**L'inspection conclue que :**

Au regard des éléments d'appréciation présentés dans le dossier de porter-à-connaissance et de l'analyse synthétisée dans le présent rapport, l'Inspection des installations classées considère que les modifications réalisées sur le site **sont notables mais non substantielles.**

L'inspection propose à Monsieur le Préfet, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui sera transmis par la préfecture très prochainement. La consultation du public n'est pas requise, cependant celle du Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) est proposée à M. le Préfet.

**Type de suites proposées : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire**